

DEMANDE DE SUBVENTION et de PAIEMENT

Règlement (UE) 1305/2013 du 17 décembre 2013

Règlement (UE) n° 2020/2220 du 23 décembre 2020

Règlement (UE) n° 2024/3242 du 19 décembre 2024

MESURE 23

« Soutien temporaire exceptionnel aux agriculteurs particulièrement touchés par des catastrophes naturelles »

Programme de Développement Rural de la Guyane 2014-2022

Veuillez lire attentivement la notice explicative qui accompagne le présent document.

Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées. Cette demande d'aide constitue avec l'ensemble des justificatifs joints vos ~~seuls~~ le ~~dossier~~ unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

ATTENTION :

- Le récépissé de la demande et l'accusé de réception du dossier complet ne valent pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

- **Votre dossier de demande de subvention doit être déposé à la DEAAF de Guyane, Parc Rebard, Cayenne**

Avant le vendredi 16 mai 2025 minuit

Adresse postale : Services de l'État en Guyane - DGTM/SEAF - CS 57008 - 97307 CAYENNE Cedex

Le format numérique via e-mail est à privilégier (vous devez conserver un exemplaire à l'identique) :

seaf-exploitations-973@guyane.gouv.fr

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° DE DOSSIER OSIRIS : |

DATE DE RÉCEPTION : | | | | / | | | | / | | | |

DATE DE DOSSIER COMPLET : | | | | / | | | | /

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : | (obligatoire)
(attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises)

N° PACAGE : | (concerne uniquement les agriculteurs) (obligatoire)

VOTRE STATUT JURIDIQUE : _____
(Exploitation individuelle, SCEA, GAEC, EARL, SARL, SA, SCI, Etablissement public, Association loi 1901, ...)

➤ Pour les entreprises individuelles ou les agriculteurs personnes physiques :

CIVILITE : ☐ Madame ☐ Monsieur

NOM de naissance :

| |

NOM D'USAGE (le cas échéant) :

| |

Prénom : |

➤ Pour les sociétés et exploitants agricoles :

RAISON SOCIALE :

| |

FORME JURIDIQUE :

| |

VOTRE APPELLATION COMMERCIALE (le cas échéant) :

| |

NOM Prénom du représentant légal : |

| |

Fonction du représentant légal (Président...) : |

Responsable du projet (si différent) : |

Adresse : _____ <i>Permanente du demandeur</i>	
Code postal : _ _ _ _ _ _ _	Commune : _____
☎ : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Téléphone portable professionnel : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
Courriel : _____	
Coordonnées du responsable du projet <i>(si différent du demandeur)</i> :	
☎ : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Courriel : _____

[illegible]

> **POUR LES AGRICULTEURS :**
Localisation du siège de l'exploitation est identique à la localisation du demandeur
☐ oui
 ☐ non
 Si non, merci de préciser l'adresse de l'exploitation : _____
 Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Déclaration de pertes de cultures 2024

(seules les surfaces déclarées à la PAC 2024 ou les ruches déclarées en 2024 sous RESYTAL sont prises en compte dans le calcul de l'aide) :

☐ Forfait maraîchage : 1500 €/ha	Superficie PAC 2024 : _____ ha
☐ Forfait vergers et cultures pluriannuelles : 475 €/ha	Superficie PAC 2024 : _____ ha
☐ Forfait prairies: 40 €/ha	Superficie PAC 2024 : _____ ha
☐ Forfait apiculture : 35 €/ruches	Nombre de ruches déclarées 2024 : _____

Soit un montant total de l'aide sollicitée de : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| € (montant forfaitaire maximum : 20 000 €)

Nota bene : Une enveloppe d'un montant restreint est prévue sur cette mesure, par conséquent, en fonction du nombre de dossier transmis à l'AG, un stabilisateur peut être appliqué afin de respecter l'égalité entre les dossiers reçus.

Exemple : On a une enveloppe de 1 000 000€ prévue pour 500 dossiers à 2 000€ unitaire. On reçoit 800 dossiers. On applique un stabilisateur de $500/800 = 62.5\%$ sur le montant de chaque dossier pour rester sur l'enveloppe de 1 000 000€ en programmant l'ensemble des dossiers reçus.

SIGNATURE ET ENGAGEMENTS

Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) : -----

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité, le cas échéant ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides du type d'opération « *Aide supplémentaire aux Etats membres touchés par des catastrophes naturelles* » au titre de la mesure 23 du PDRG 2014-2022.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma (notre) demande ;
- ne pas bénéficier d'une assurance couvrant les pertes au titre des catastrophes naturelles ;
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
- être à jour des mes(nos) obligations fiscales et sociales ;
- avoir subi des pertes de récoltes de plus de 30 % suite à la sécheresse en 2024.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide, à :

- permettre / faciliter l'accès à mon (notre) entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant au minimum 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;

Je suis informé(e), nous sommes informé(e)s :

- **Que ce formulaire vaut demande d'aide et de paiement. Le montant payé est celui de la décision juridique portant attribution de l'aide, suite à l'instruction de la demande d'aide et la programmation en Comité de Programmation Europe (CPE).**
- **Que la transmission du numéro de PACAGE est obligatoire lorsque le demandeur est un agriculteur (entreprise individuelle ou en société).**
- Qu'en cas d'irrégularité ou si je ne respecte pas (nous ne respectons pas) mes (nos) engagements, je devrais (nous devrions) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières. Je pourrais (nous pourrions) également être poursuivi(s) et sanctionné(s) sur la base des textes en vigueur.
- Que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.

J'autorise (nous autorisons) le service instructeur à consulter la Direction de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt pour la transmission des informations relatives à ma déclaration de surface ou ma déclaration sur RESYTAL, support de la demande de modulation de l'aide.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. Conformément à la loi n°78-17, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant, en m'adressant (nous adressant) au service auquel j'adresse (nous adressons) ce formulaire.

Fait à _____ le | | | | | | | | | |.

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (visé en page1)*

Cachet du demandeur

*Dans le cas des GAEC, signature de l'ensemble des membres

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Si votre demande est la première demande d'aide au titre du PDR 14 - 22, vous devez fournir les pièces justificatives ci-dessous.			
Justificatif d'adresse du demandeur	Tous	☐	
Copie de la carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité	Si le demandeur est une entreprise individuelle ou pour les gérants des sociétés	☐	☐
Pièces relatives au demandeur			
Relevé d'identité bancaire avec IBAN (ou copie lisible)	Tous	☐	
K-bis de moins de 3 mois	Si le demandeur est une forme sociétaire	☐	☐
Preuve du pouvoir pour un porteur de projet agissant en qualité de représentant légal ou en vertu d'un pouvoir qui lui est donné (selon le cas : mandat, procuration, pouvoir...)	Si le signataire est différent du représentant légal	☐	☐
Pièces relatives à la demande			
Exemplaire original du présent formulaire complété, daté et signé	Tous	☐	

1 - Justificatifs acceptés : facture d'électricité, facture d'eau, facture de téléphone fixe ou mobile, quittance de loyer, attestation d'assurance logement de moins de 3 mois, avis d'imposition ou un certificat de non-imposition, titre de propriété